COLLECTE SMICVAL des DÉCHETS dans le Blayais et le Libournais CONTRE la FIN du RAMASSAGE en PORTE à PORTE POUR un SERVICE PUBLIC répondant aux BESOINS des USAGERS







La réforme «néo-SMICVAL» avec la fin de la collecte des déchets «en porte à porte» vise au contraire et en premier lieu, les usagers et les agents.

Elle va particulièrement toucher les habitants les plus éloignés des «points de collecte collectif». Sans compter ceux qui ne pourront pas s'y rendre ou difficilement.

Au-delà du fait que cette réforme ait été décidée sans concertation sérieuse de la population concernée, ce passage en force fait monter les tensions et ouvre la voie à la privatisation.

Ainsi l'entreprise Véolia sollicite avec intérêt les communes opposées à la fin du porte à porte.

D'autres aussi se frottent les mains, comme le RN qui espère s'alimenter de la colère légitime des usagers.

Ce calcul électoraliste (les municipales 2026 approchent...) ne trompera personne.

Surtout venant d'un parti d'extrême droite qui n'a de cesse d'attaquer les services publics, les garanties collectives des salariés et de viser les syndicats qui agissent pour le progrès social.

La Direction du SMICVAL, plutôt que de former le personnel à la «gestion des conflits» que sa réforme provoque, doit entendre les usagers et les salariés, et revoir son projet.



Cette réforme SMICVAL est inacceptable. La CGT propose un autre projet.

La CGT a gagné notamment le maintien du «porte à porte» pour les personnes à «mobilité réduite» et pu empêcher ce transfert d'activité vers les aides à domicile.

Mais cette reforme reste inacceptable pour les usagers, inacceptable pour les salariés. Également inacceptable d'un point de vue écologique et sanitaire compte tenu des décharges sauvages qui vont malheureusement s'accentuer. Un préavis de grève illimitée a été posé à partir du 31 janvier.



La réforme « néo-SMICVAL» doit être «gelée» Des négociations sur un autre projet, doivent s'ouvrir.

GAGNONS un véritable service public de collecte des déchets correspondant aux besoins des usagers et garantissant l'amélioration des conditions sociales et de travail au SMICVAL.

Aucun des 210 000 habitants des 137 communes régies par le SMICVAL, ne doit être lésé notamment concernant le tarif et la proximité. Les conditions sociales et de travail doivent être améliorées.



MANIFESTATION à Blaye SALARIÉS + USAGERS + élus hors RN Samedi 1^{er} FEVRIER 2025 RDV 10h devant l'hôpital de Blaye

(un autre service public visé par les politiques libérales)







